

Mobilisations citoyennes et processus démocratiques

DECLARATION DE OUAGADOUGOU

Le 29 janvier 2016

Nous, représentants des organisations de la société civile et des mouvements citoyens impliqués dans la campagne "***Tournons La Page : pour l'alternance démocratique en Afrique***", venus de 16 pays d'Afrique et d'Europeⁱ et réunis à Ouagadougou du 25 au 29 janvier 2016 ;

Saluons les avancées démocratiques obtenues dans certains pays, notamment au Burkina Faso, grâce à la forte mobilisation citoyenne et à la détermination courageuse des sociétés civiles ;

Témoignons, par notre présence en cette terre, de notre solidarité au peuple Burkinabé meurtri par les attentats du 15 janvier ainsi qu'à toutes les victimes du terrorisme à travers le monde.

Condamnons avec fermeté les coups d'Etat constitutionnels, les passages en force, les successions dynastiques ainsi que l'organisation d'élections truquées émaillées de violences et de répressions sanglantes des citoyens.

Réaffirmons notre conviction que le déficit démocratique, la mauvaise gestion des ressources, l'absence de reddition des comptes et d'imputabilité sont les causes majeures des conflits, des inégalités et de la pauvreté.

Ainsi, fidèles aux principes et valeurs proclamés dans l'appel fondateur de la Campagne *Tournons la page* du 15 octobre 2014 à former, en Afrique, en Europe et ailleurs, une large alliance non-partisane de citoyens, d'intellectuels, d'artistes, d'associations, de syndicats et de responsables religieux pour l'alternance démocratique :

- **nous exigeons des dirigeants politiques le respect des principes démocratiques, notamment en évitant de modifier les lois fondamentales comme moyen de confiscation du pouvoir à des fins personnelles ;**
- **nous condamnons la compromission, la collusion et la complicité des gouvernements extérieurs et des multinationales pour la préservation de leurs intérêts ;**
- **nous exigeons des réformes permettant de mettre en place des systèmes électoraux et des mécanismes transparents et crédibles favorisant le libre exercice du droit de vote.**

Convaincus que nous devons amplifier la synergie amorcée lors de cette rencontre panafricaine entre les mouvements de défense des droits et des nouveaux mouvements citoyens :

- **nous appelons les citoyens à une forte mobilisation pour prendre en main leur destin afin de bâtir des systèmes économiques et politiques garants de l'Etat de droit, de la justice sociale et de l'équité dans la distribution des ressources nationales ;**
- **nous appelons les peuples à s'opposer avec détermination, engagement et dans un élan de solidarité panafricaine à toutes les tentatives de coups d'Etat constitutionnels.**

ⁱ Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Niger, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo, Allemagne, France.